

Les finances du Québec : le passé, le présent et l'avenir

**Présentation à l'Institut de gestion financière
(merci à Catherine T., Linda M. et Simon C.)**

Québec, 5 avril 2017

**Pierre Fortin
DES-ESG-UQAM**

Marcel Marceau, *La cage*



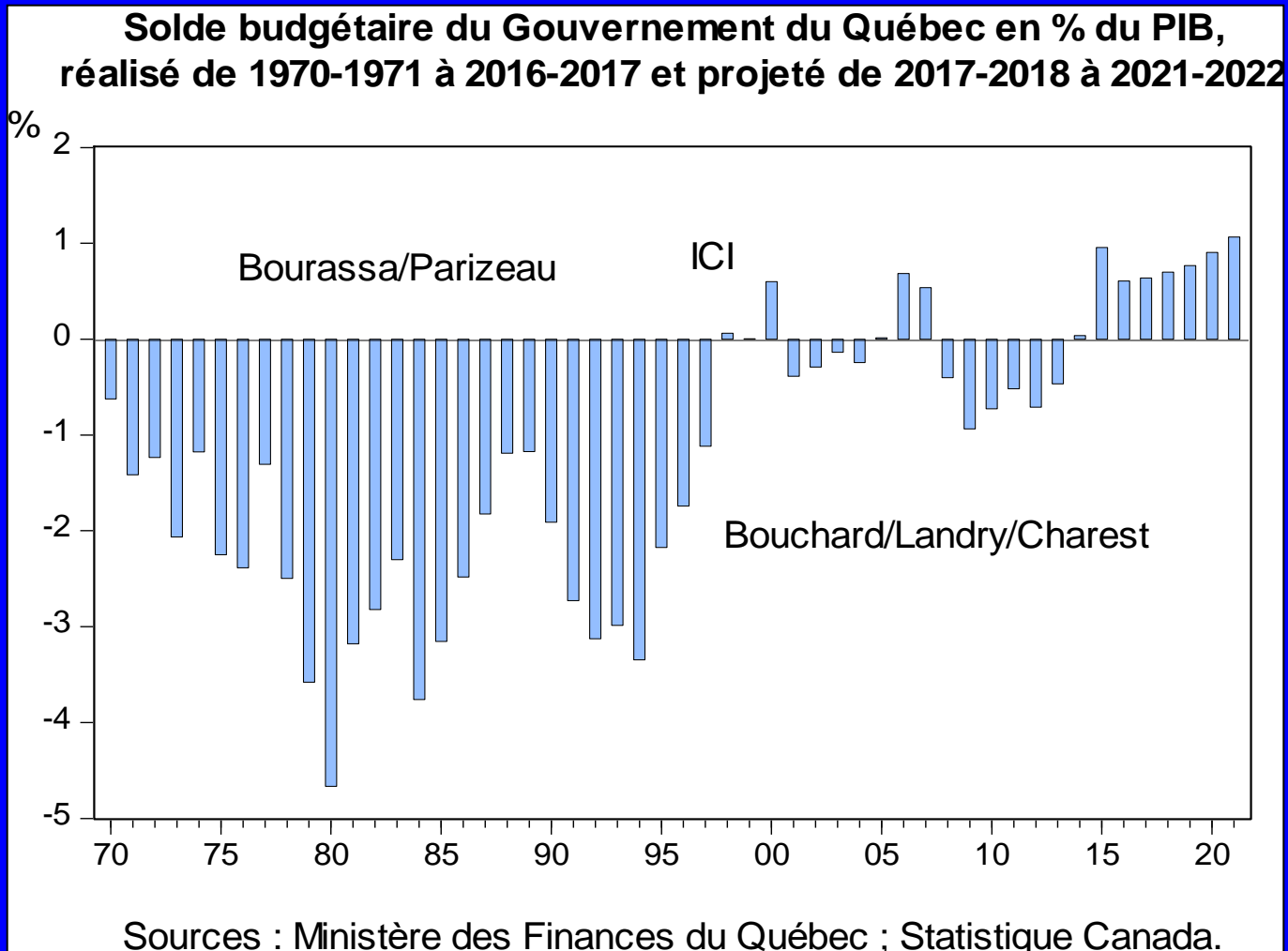
L'opinion des Québécois **une *business* de 100 milliards mal gérée ?**

	<u>2005</u>	<u>2011</u>
Les impôts sont mal gérés par le gouvernement	76%	88%
Nous payons trop d'impôts pour les services reçus	60%	70%

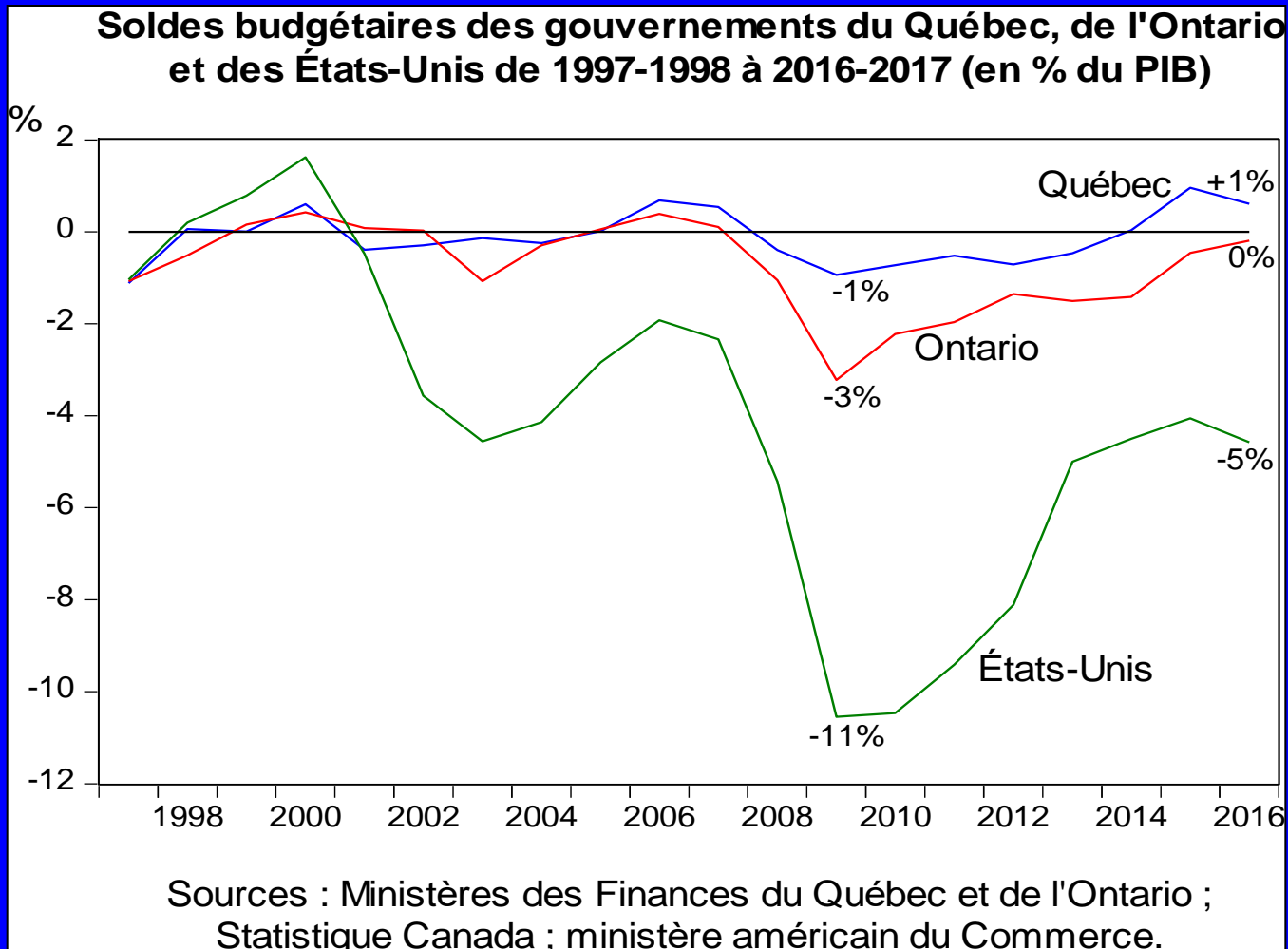
Sources : Sondages CROP et Université de Sherbrooke.

Le passé :
sauvés par M. Bouchard

« 38 années déficitaires sur 44 ? »



Le Québec s'en allait dans un mur ?



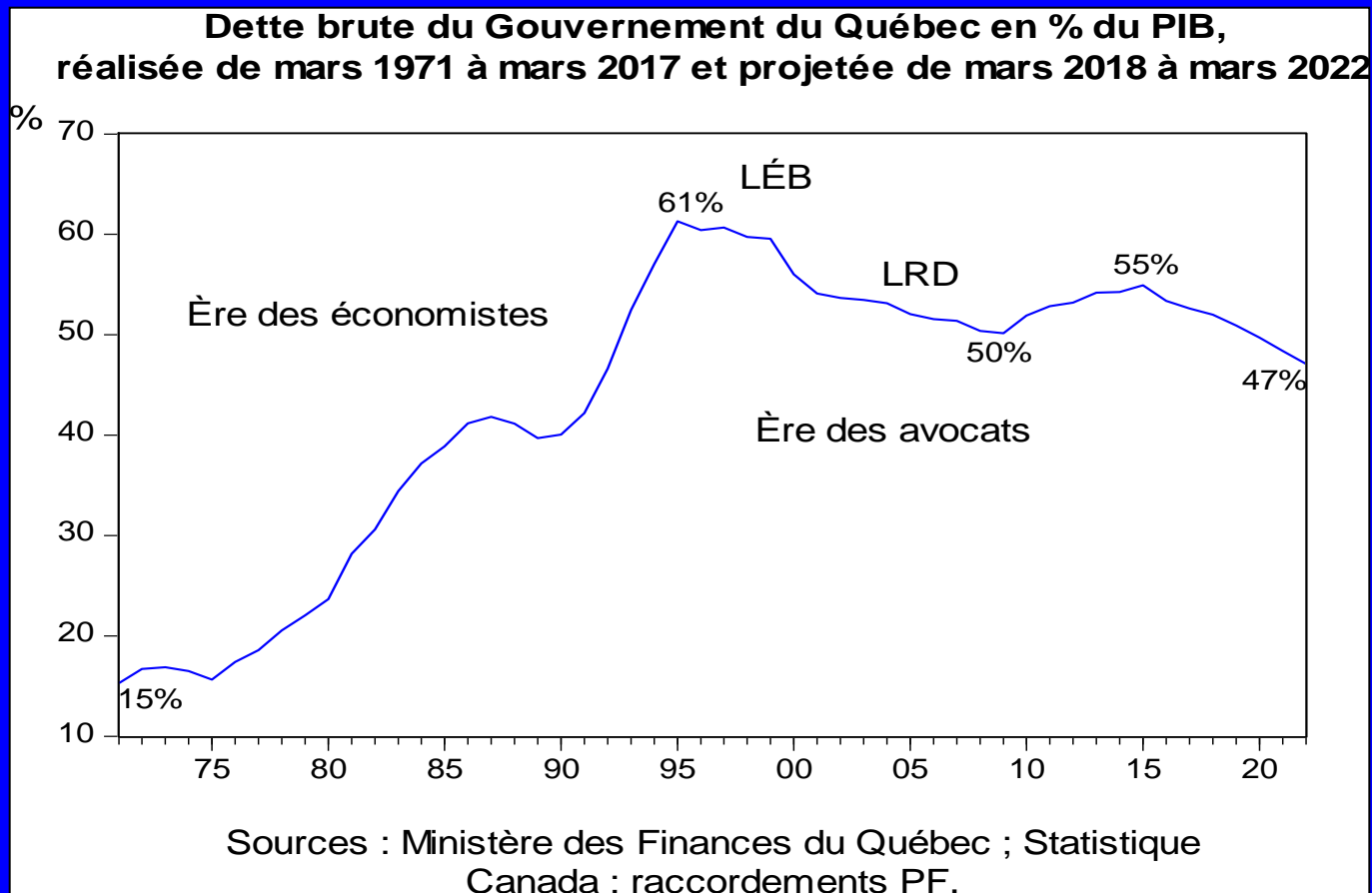
De mars 2009 à mars 2014, la hausse de la dette a été surtout due aux immos et aux prêts et placements, et non aux déficits budgétaires

Sources de l'augmentation de la dette brute

Déficits budgétaires	11 G\$	26%
Immobilisations nettes	23 G\$	57%
Prêts/placements/gogosses	7 G\$	16%
<u>Hausse totale de la dette</u>	<u>40 G\$</u>	<u>100%</u>

- La dette est passée de 158 G\$ en mars 2009 à 198 G\$ en mars 2014, soit de 50% à 54% du PIB
- Avec seulement des déficits budgétaires, la dette aurait diminué à 47 % du PIB en mars 2014

Avec la LÉB de 1996 et la LRD de 2006, le poids de la dette a diminué



Un rappel d'Olivier

« On évalue la capacité budgétaire en regardant le service de la dette, et non pas le niveau de la dette elle-même. »

Olivier Blanchard (2016)
(MIT/FMI)

Le poids du service de la dette a diminué de 40 %+ depuis 20 ans



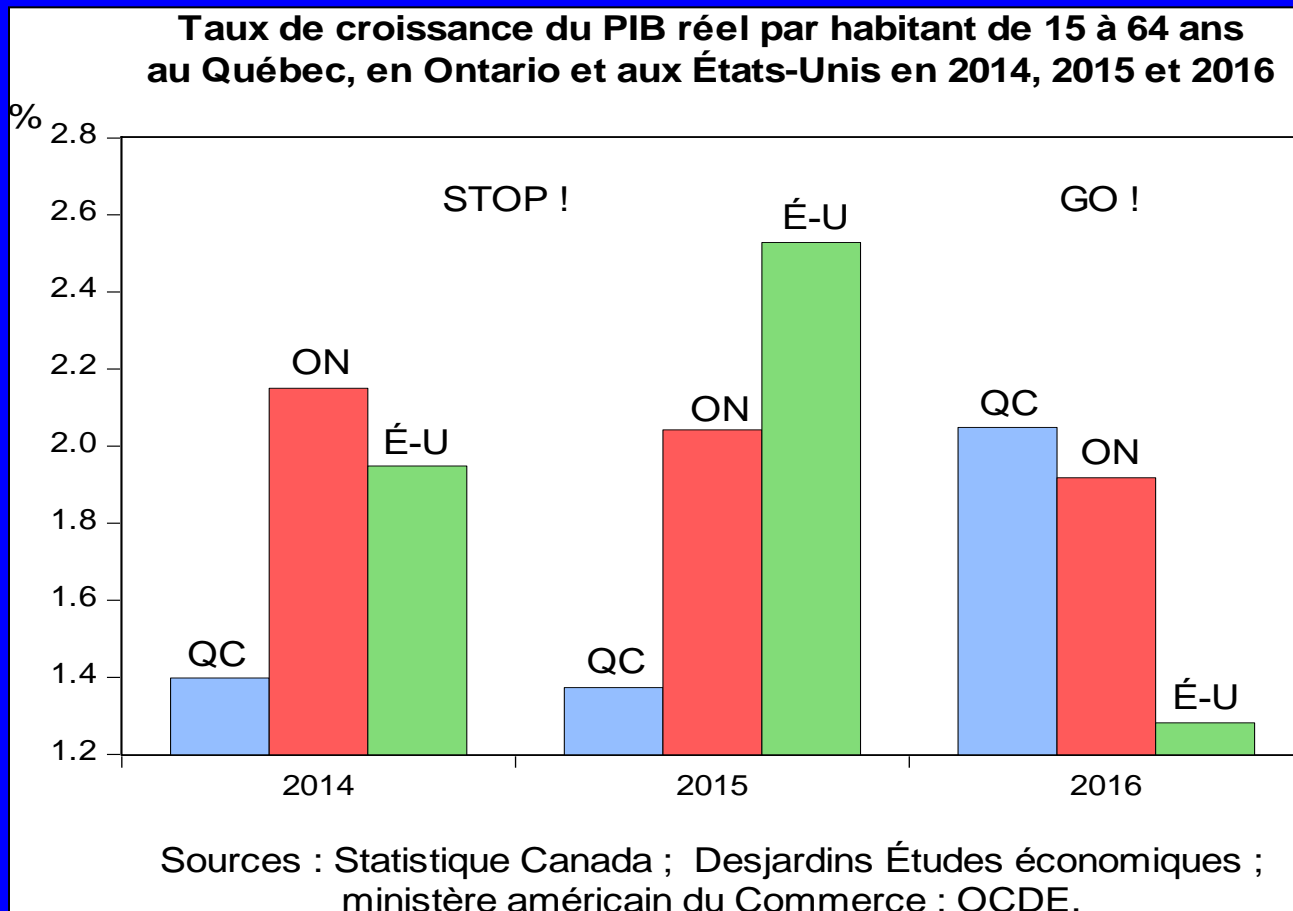
Pourquoi M. Bouchard a-t-il bien réussi ?

- De 1994 à 2009, la dette a baissé de 61 % à 50 % du PIB, puis a légèrement remonté à 55 % de 2009 à 2014, en raison des acquisitions d'actifs et non des déficits
- Le service de la dette a baissé de 40 % de 1994 à 2013
- La cote de crédit a toujours été maintenue/améliorée par toutes les agences de notation de 1996 à 2017
- La stratégie de M. Bouchard a réussi pour 3 raisons :
 - elle répondait à une urgence financière réelle
 - elle reposait sur un solide consensus social
 - elle a bénéficié d'une bonne conjoncture

Comment M. Couillard a-t-il réalisé son plan financier ?

- Au plan purement financier, il a réussi à rétablir le déficit zéro dès 2014-15 et à réaliser des surplus de 3,6 G\$ en 2015-16 et 2,4 G\$ en 2016-17 grâce à :
 - des hausses d'impôts et des compressions de dépenses qui ont retiré au total près de 5 G\$ de l'économie en 2014 et 2015
 - des hausses de transferts fédéraux et des baisses de charges d'intérêts totalisant 3 G\$ au-delà des niveaux prévus en 2014
 - une embellie conjoncturelle provoquée par une expansion budgétaire fédérale en 2016₁₂

L'impact sur l'économie réelle : le *stop-and-go* du Québec



Pourquoi M. Couillard a-t-il moins bien réussi ?

- La stratégie du retour accéléré à l'équilibre
 - ne répondait à aucune urgence financière
 - n'a reposé sur aucun consensus social
 - a fait perdre deux années de croissance au Québec au moment où un recul important frappait la démographie et l'investissement
- Heureusement, l'expansion budgétaire fédérale a permis à l'économie de se raplomber en 2016
- Une stratégie financière moins saccadée et plus progressive aurait mieux soutenu l'économie, créé moins de grabuge et abouti au même résultat final¹⁴

Le présent :

624 pages en 3 images

Le compte courant en 2017-2018

	<u>G\$</u>
Revenus consolidés	106,3
Revenus fiscaux	79,8
Revenus d'entreprises	4,5
Transferts fédéraux	22,0
–Dépenses consolidées	–103,7
Dépenses Santé	–40,2
Dépenses Éducation	–22,7
Dépenses Autres missions	–31,0
Service de la dette	–9,9
= Surplus courant	2,6

Le compte capital en 2017-2018

	<u>G\$</u>	<u>%PIB</u>
Dette brute au 31/03/2017	-206,9	52,6
–Immobilisations nettes	–3,8	
–Placements, prêts et avances	–2,0	
–Gogosses	–0,5	
+Surplus courant	2,6	
Dette brute au 31/03/2018	-210,7	52,0
Dette RDC au 31/03/2017	-115,5	29,4
+Surplus courant	2,6	
Dette RDC au 31/03/2018	-113,0	27,9

Où en est l'endettement par rapport aux cibles de mars 2026 ?

En pourcentage du PIB

	<u>Dette brute</u>	<u>Dette RDC</u>
Mars 2017(prél)	52,6	29,4
Mars 2022(proj)	47,1	22,2
Mars 2026(<u>cibles LRD</u>)	45,0	17,0

Source : MFQ.

- La LRD fixe des maxima à la dette brute (45% du PIB) et à la dette RDC (17% du PIB) en mars 2026

L'avenir :
affronter les vents de face

Facteurs de risque

La croissance du PIB

Les revenus d'Hydro-Québec

La pression pour réduire le fardeau fiscal

Les transferts fédéraux

Les taux d'intérêt

La lancinante pression sur la Santé

Les catastrophes : nature et infrastructures

La généralisation des « besoins particuliers »

La perte d'autonomie du vieil âge

La croissance du PIB

- **La croissance du PIB a un impact direct**
 - **sur les revenus autonomes du GQ**
 - **sur les surplus budgétaires à réaliser pour atteindre les cibles de la LRD**
- **Si le PIB croît plus lentement que prévu, on est donc doublement coincés :**
 - **les revenus augmentent moins vite**
 - **il faut réaliser de plus gros surplus**

Croissance : perspective 2025 si rien d'autre ne change que la démographie

Sources de la croissance « normale » du PIB : réalisation de 2000 à 2016 et prévision pour 2016 à 2025 si seule la démographie change (en pourcentage par année)

<u>Facteur de croissance</u>	<u>Réalisé</u> <u>2000-2016</u>	<u>Seule la démo change</u> <u>2016-2025</u>
PIB réel/heure	0,65%	0,65%
Heures/pop. 15-64	0,28%	0,28%
Population 15-64	0,57%	-0,19%
<u>Somme = PIB réel</u>	<u>1,50%</u>	<u>0,74%</u>
Inflation	1,82%	1,82%
<u>Somme = PIB nominal</u>	<u>3,32%</u>	<u>2,56%</u>

Sources : Statistique Canada ; Institut de la statistique du Québec.

Combien faut-il accumuler de surplus budgétaires d'ici 2025-2026

- En mars 2017, la dette RDC était de 115,5 G\$
- En mars 2026, elle ne doit pas dépasser 17 % du PIB

<u>Croissance du PIB</u>	<u>PIB en 2025</u>	<u>Surplus moyen</u>
2,3%/an	483 G\$	3,3 G\$
2,6%/an	496 G\$	3,1 G\$
2,9%/an	509 G\$	2,9 G\$
3,2%/an	522 G\$	2,7 G\$

- Les surplus prévus sont : de 2,4 G\$ en 2017-2018
de 2,9 G\$ en 2018-2019

Les paiements de péréquation

- Le Québec est vulnérable à l'accusation de recevoir « trop » de paiements de péréquation :
 - 1) Chaque dollar versé au Québec achète plus qu'ailleurs en raison de prix plus faibles
 - 2) Les travailleurs québécois se paient plus de temps libre que ceux des autres provinces
 - 3) La forte subvention du Québec au prix de l'électricité entraîne une sous-estimation de la capacité fiscale obtenue de cette ressource
- Arrimer la péréquation à un indicateur consensuel global et unique comme le PIB pourrait être examiné

Les taux d'intérêt ont baissé depuis 25 ans et ils vont rester bas



Trois exemples récents d'écart entre prévisions et réalisations

<u>Variable</u>	<u>Prévision</u> (juin 2014)	<u>Réalisation</u> (mars 2017)	<u>Écart</u>
PIB de 2016	406 G\$	393 G\$	-13 G\$
Transf. féd. 2016-17	19,6 G\$	20,5 G\$	+0,9 G\$
Serv. dette 2016-17	-11,8 G\$	-9,7 G\$	+2,1 G\$

- Le PIB est surestimé de 3% (les revenus autonomes, de 2,5 G\$) ; les transferts fédéraux sont sous-estimés de 5% ; et le service de la dette est surestimé de 21%

La lancinante pression sur la Santé

- Pierre Carl, Jean-Yves et collègues projettent un taux de croissance annuel moyen de 5,4 % des dépenses en SSS pour les 20 prochaines années
- Comment financer cette hausse des dépenses ?
 - augmenter les impôts et taxes ?
 - supplier Ottawa d'envoyer de l'argent ?
 - comprimer les dépenses du système SSS ?
 - «tasser» les dépenses en Éducation et autres ?
 - réduire les surplus budgétaires ?

Le mot du boss

« Le développement économique et social du Québec va reposer sur trois piliers : l'éducation, l'éducation et l'éducation. »

M^{gr} Alphonse-Marie Parent (1963)